

Intervention de Daniel DEWALLE
au nom du Groupe Communiste et Républicain
BUDGET 2010 : AGRICULTURE

Séance Plénière du jeudi 17 décembre 2009

Monsieur le Président,
Cher(e)s collègues,

Depuis qu'il existe un budget régional concernant l'agriculture, nous nous interrogeons pour savoir s'il correspond au mythe de Sisyphe ou à celui du tonneau des Danaïdes ... Sisyphe et son rocher à remonter sans cesse au sommet de la montagne, ne convient peut-être pas à notre région de plat pays et de simples collines, même si elles sont parfois appelées « monts » ...

Le tonneau des Danaïdes, avec les 50 filles de Danaos (à peu près le nombre des conseillers régionaux soutenant directement l'exécutif), avec les filles de Danaos condamnées à remplir un tonneau sans fond ressemble peut-être plus à la réalité agricole régionale. Depuis des années, la Région essaie de remplir le tonneau agricole, mais le libéralisme maastrichien, lisbonien, sarkozien, européen, a accumulé la rouille au fond du tonneau et les fuites sont plus importantes que nos aides. Au

terme, chaque année, des centaines de paysans continuent de disparaître dans notre région et des milliers en France, et le passage du Président de la République au salon de l'agriculture n'y change rien ! Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'il puisse encore s'y rendre en toute sécurité au cours des années à venir ... (comme au congrès des maires où, courageusement, il n'est pas venu !)... car le revenu des agriculteurs est entrain de s'effondrer. (Dans ce contexte, nous voterons pour l'amendement que présentera l'exécutif à ce sujet).

Pour le reste, notre budget agricole régional contient quelques engagements positifs, suite au dialogue pourtant encore insuffisant avec les acteurs de la paysannerie et de l'agriculture, engagements positifs pourtant comme la prise en compte de la diversité et de la richesse de nos territoires ruraux, les projets agro-environnementaux, le soutien à l'installation des jeunes agriculteurs, jeunes artisans pêcheurs, jeunes forestiers, (même s'il faut encore le renforcer) et le développement de l'agriculture biologique de proximité (à renforcer également).

Dans cet esprit, il nous faut inciter nos restaurants collectifs (de lycées, d'hôpitaux, d'administrations, de communes ou d'intercommunalités), à appliquer un cahier des charges d'approvisionnement orienté vers le terroir (AOC, AB, Labels, Saveurs en Or, sans OGM, etc ...), pour développer une agriculture paysanne et une pêche artisanale.

Dans cet esprit, il nous faut promouvoir une politique foncière plus respectueuse du besoin de terres agricoles de

proximité, pour préserver nos ressources naturelles, biodiversité, équilibre des territoires et beauté des paysages.

L'agriculture devient trop enjeu spéculatif ; spéculatif sur la production et spéculatif sur les sols.

Dans le casino planétaire, les économistes rappellent que 95 % des matières premières agricoles sont transformées en produits financiers. (Le prix du riz, 1^{ère} denrée alimentaire mondiale, s'est accru de 100 % en 2008, et pendant ce temps, près d'1 milliard d'êtres humains ont faim). Autre exemple : le PDG de Powéo (il est d'ailleurs surprenant que M. le Préfet de Région l'ait nommé lors de sa visite ici il y a quelques mois, même notre Président de Région a cité Powéo hier après-midi – à croire que nous ne vivons pas dans le même monde !), après s'être enrichi au travers de

tricheries dans l'énergie, a vendu cet été 2009 toutes ses actions et a démissionné de Powéo. Il vient, avec sa fortune, d'acheter 20 000 ha de bonnes terres agricoles en Ukraine, l'ancien « grenier à blé de la Russie », parce qu'il y a aujourd'hui encore plus de fric à se faire dans l'agriculture que dans l'énergie : un milliard d'êtres humains qui ont faim, c'est nécessairement un bon placement !

Aujourd'hui, la guerre économique agricole tue plus que les guerres militaires en Afghanistan, en Irak, en Afrique ou

ailleurs. Et nos ministres de l'agriculture continuent de casser tout ce qui peut ressembler à la régulation.

Pour terminer sur une note moins dramatique et plus humoristique, permettez-moi de reprendre l'image d'un journaliste spécialiste de l'agriculture : Gérard le Puil. Il y a 2 ans, M. Sarkozy a voulu une loi de modernisation économique et a confié la réflexion à ses amis milliardaires de la grande distribution (Messieurs Leclerc, Carrefour, etc ...) avec, pour objectif, de faire baisser les prix. C'est comme si M. Sarkozy avait demandé aux proxénètes (en l'occurrence Leclerc, Carrefour, etc ...) de faire baisser le prix d'une passe pour nous, les consommateurs potentiels (excusez la comparaison), en demandant aux prostituées (en l'occurrence les paysans) de baisser le prix de la passe, et d'en faire plus ! (Vous savez, « le célèbre travailler plus pour gagner plus ! Mon œil !). (3 exemples : en 15 ans, le litre de lait a baissé de 5 % pour l'agriculteur et augmenté de 22 % en rayon ; pour le porc, c'est pire : moins 26 % au producteur, mais + 25 % en rayon ... et pour le poulet : + 2 % à la production en 15 ans, mais + 41 % au détail).

Il existe une loi sur « le coefficient multiplicateur », pour plafonner les marges sur les fruits et légumes. M. Sarkozy ne l'utilise pas. Et le 8 décembre dernier, les députés U.M.P. ont voté contre sa généralisation à toute la production agricole, ce qui aurait aidé les paysans en ces temps dramatiques pour eux.

Ca suffit ! En agriculture comme ailleurs, il faut balayer le libéralisme et ceux qui le soutiennent.

Merci de votre attention.